



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

vaccinations

Question écrite n° 90334

Texte de la question

M. Jean-Pierre Abelin * appelle la plus vive attention de M. le ministre de la santé et des solidarités sur le maintien de la vaccination généralisée obligatoire du BCG avant l'entrée en collectivité de tous les enfants. Le Conseil supérieur d'hygiène publique de France, dans sa séance de juin 2002, recommandait la suppression de toute vaccination par le BCG, en population générale, et des tests tuberculiniques s'y rapportant. Il annonçait également la publication prochaine d'un décret modifiant celui du 5 septembre 1996 et prenant en compte ces recommandations. Depuis, différents professeurs en médecine contestent l'utilité d'une telle obligation, voire estiment que le BCG peut gêner à la lutte contre la tuberculose et peut entraîner des complications vaccinales plus ou moins graves. Dans ce contexte, il lui demande donc son avis sur cette question, s'il envisage de mettre en place une évaluation de l'administration de ce vaccin et, par la suite, s'il compte modifier le décret n° 96-775 du 5 septembre 1996.

Texte de la réponse

La vaccination généralisée des enfants avant leur entrée en collectivité permet aujourd'hui d'éviter 800 cas de tuberculose chaque année, dont au moins 16 de formes graves (comme les méningites). Ce résultat est obtenu grâce à une couverture vaccinale actuelle de 95 % des enfants à six ans. Depuis la suppression, au début de cette année, du vaccin Monovax qui s'administrait au moyen d'une bague par multipuncture, la vaccination contre la tuberculose se pratique désormais par injection intradermique, pratique qui prévaut dans tous les autres pays européens. L'injection intradermique rend effectivement la vaccination, notamment des enfants de bas âge, un peu plus contraignante et comporte un risque plus important de réaction locale cutanée. Le ministre de la santé et des solidarités a saisi le comité d'élaboration du programme national de lutte contre la tuberculose, afin qu'il lui indique d'ici le mois de juin prochain si la suppression de l'obligation de vaccination contre la tuberculose est à la fois souhaitable et possible. En effet, compte tenu du nombre d'enfants concernés et des risques sanitaires qu'une telle suppression pourrait engendrer, cette suppression ne va pas de soi sans l'aide d'une expertise détaillée sur ses éventuelles conséquences. Le ministre prendra sa décision au vu des conclusions de cette expertise. En attendant les préconisations des experts du comité d'élaboration du programme national de lutte contre la tuberculose et afin de diminuer les risques de réaction locale cutanée liés à la pratique de l'injection intradermique, le ministre a donné instruction en octobre dernier à ses services, dans chaque département, de proposer aux médecins qui le souhaitent une formation supplémentaire à cette technique, par l'intermédiaire des unions régionales des médecins libéraux et de la formation médicale continue.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Abelin](#)

Circonscription : Vienne (4^e circonscription) - Union pour la Démocratie Française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 90334

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : santé et solidarités

Ministère attributaire : santé et solidarités

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 28 mars 2006, page 3286

Réponse publiée le : 23 mai 2006, page 5539